

# Une lutte contre le béton

*Par Gaëlle Ronsin*

---

**À partir d'une ethnographie de la mobilisation contre le centre commercial EuropaCity, Stéphane Tonnelat éclaire les formes contemporaines de l'engagement écologiste. L'ouvrage déplie les raisons de s'opposer à l'artificialisation des terres et analyse les ressorts ordinaires de ces luttes.**

---

À propos de : Stéphane Tonnelat, *Sauver les terres agricoles*, Paris, Seuil, 2026, 464 p., €24,50, ISBN 9782021614152.

Dans cet ouvrage, Stéphane Tonnelat propose une ethnographie au long cours de la mobilisation contre l'aménagement du Triangle de Gonesse entre 2017 et 2026. À travers l'analyse de la vie d'un collectif opposé au projet EuropaCity et, plus largement, à l'artificialisation des terres agricoles dans le Val-d'Oise, l'auteur s'inscrit dans un champ désormais bien constitué de travaux consacrés aux mobilisations écologistes et aux conflits d'aménagement locaux<sup>1</sup>. Il y mène une réflexion générale sur les formes contemporaines de l'action collective, les carrières militantes – même une fois une victoire obtenue – et éclaire, au-delà du cas du Triangle de Gonesse, les disputes et conflits autour de projets dits aménagistes<sup>2</sup>. L'artificialisation des terres est souvent appréhendée au travers d'indicateurs quantitatifs, selon lesquels l'équivalent d'un département français serait englouti par le béton tous les dix ans. L'ouvrage

---

<sup>1</sup> Léa Sébastien, Julien Milanese, & Jules Pelenc, « Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires », *VertigO*, n°19, 2019.

<sup>2</sup> Ces projets d'aménagement sont issus, selon des historiens, d'une manière, héritée du XIX<sup>e</sup> siècle, de concevoir et d'organiser un territoire à partir d'une logique de planification et de volonté de transformation descendante, sans questionner les usages et besoins locaux. Voir Frédéric Graber, *Inutilité publique. Histoire d'une culture politique française*, Amsterdam éditions, Paris, 2022.

permet de saisir matériellement ses conséquences : disparition d'exploitations agricoles, ruptures de transmissions, mais aussi résistances à la machine aménagiste. La lutte de Gonesse se donne pour objectif de protéger 700 hectares de terres céréalières, coincées entre les aéroports du Bourget et de Roissy, contre un projet jugé écologiquement et socialement aberrant, qui promet piste de ski, centre commercial et flux digitaux. Ces terres périurbaines, un peu « moches » et bruyantes, apparaissent au fil de la lecture comme des objets légitimes de mobilisation.

## **Ethnographier la lutte et y contribuer**

L'un des premiers mérites de l'ouvrage tient à sa nature ethnographique. En dépliant minutieusement un cas, Stéphane Tonnelat participe à une entreprise de connaissance propre aux sciences sociales empiriques : accumuler des matériaux pour faire émerger des régularités et ouvrir des questions. Là où nombre de recherches se concentrent sur des moments saillants d'un conflit environnemental – l'émergence, les pics de mobilisation comme l'installation d'une ZAD, ou les victoires – l'ethnographe suit le collectif dans son engagement ordinaire, entre réunions, conseils municipaux, communiqués de presse, rassemblements, problème de sono ou construction d'une tour ... pour comprendre ses succès comme ses échecs dans l'entreprise de « sauvetage » des « dernières terres fertiles d'Île-de-France ». L'enquête, menée sur plus de six ans, permet de suivre la mobilisation de façon longitudinale dans ses transformations, ses moments d'incertitude, ses recompositions internes dans une « guerre d'usure » contre les aménageurs.

L'originalité ethnographique se loge également dans l'écriture, volontairement narrative, qui alterne des scènes de récit sur le terrain – nous embarquant avec les militant.es – et des propositions analytiques ou théoriques. Toute bonne ethnographie induit inévitablement une immersion dans le terrain. Dans ce cas, le chercheur fait le choix, au nom de convictions personnelles, de s'engager aux côtés de la cause en explicitant les implications épistémiques et morales d'un tel positionnement et les façons de minimiser l'« encliquage »<sup>3</sup> – bien documenté en anthropologie – consistant à conduire l'enquête au sein d'un groupe au risque d'en reprendre les points de vue.

---

<sup>3</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan, « La politique du terrain », *Enquête*, n°1, 1995, p. 71-109.

Sur le plan analytique, le livre adopte une perspective pragmatiste, en partant des préoccupations des acteurs. En s'appuyant sur les apports de John Dewey<sup>4</sup>, S. Tonnelat montre que la mobilisation contre un centre commercial émerge de problématisations et de publicisations menées par les militant.es, qui conduisent leur propre enquête afin de comprendre pourquoi et comment s'opposer à un tel projet. Comment, par exemple, déconstruire les promesses fictives d'emploi local ? En suivant ces questionnements situés, l'ethnographe déchiffre comment une lutte se construit concrètement : comment la rendre populaire, comment la rendre visible, comment articuler un ancrage local avec des alliances plus larges. Cette approche permet de restituer la dimension processuelle de l'engagement, en insistant sur les expérimentations, les ajustements et les apprentissages collectifs.

Deux idées principales structurent l'argumentation, confirment et prolongent par ailleurs plusieurs résultats de la sociologie des mobilisations écologistes.

## Ni zadistes ni novices

L'ouvrage offre une contribution substantielle à la sociologie des militants et des collectifs anti-aménagements. Il met en évidence la diversité des profils engagés dans le collectif, loin des représentations homogénéisantes de « zadistes ». On y trouve des militants expérimentés, souvent issus de trajectoires longues dans le syndicalisme, le monde associatif ou politique, mais aussi des acteurs plus récemment engagés, via le renouvellement de la cause écologiste<sup>5</sup>. La place des retraités apparaît particulièrement importante dans le récit, ceux-ci mobilisant un capital militant accumulé au cours de leur vie professionnelle et associative. À travers ces engagements pluriels (être gilet jaune ou membre d'une association naturaliste qui siège dans une commission départementale, ou encore affilié à la ZAD), le livre met en évidence l'importance des circulations entre luttes, qu'il s'agisse de Notre-Dame-des-Landes – devenu modèle<sup>6</sup> –, des mobilisations en Île-de-France ou d'autres collectifs opposés à des projets d'aménagement. Ces circulations favorisent la diffusion

---

<sup>4</sup> John Dewey, *Le public et ses problèmes*, trad. par Joëlle Zask, Paris, Gallimard, 2010.

<sup>5</sup> Jean-Baptiste Comby et Sophie Dubuisson-Quellier (dir.), *Mobilisations écologiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2023

<sup>6</sup> Margot Verdier, *Le commun de l'autonomie. Une sociologie anarchiste de la zad de Notre-Dame-des-Landes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2021.

de répertoires d'action, de savoir-faire militants et de cadres d'interprétation communs.

L'analyse souligne également le rôle des alliances hétéroclites, parfois nouées avec des acteurs éloignés idéologiquement, comme certaines organisations de commerçants. Ces alliances, souvent pragmatiques, illustrent la capacité du collectif du Triangle de Gonesse à dépasser des clivages politiques traditionnels pour atteindre des objectifs communs. Dans le même temps, l'ouvrage n'évite pas les inégalités internes au groupe, notamment en termes de race, de genre et de division du travail militant, qui tendent à reproduire certaines asymétries du monde social. Le collectif étudié est plutôt blanc, âgé, et loin d'être représentatif de la sociologie des habitants des alentours, plutôt issus des classes populaires ou de parcours migratoires. Néanmoins, ils ont réussi à faire plier le gouvernement, qui abandonne le projet en 2019.

## Un « réformisme radical »

La diversité des tactiques mobilisées constitue un autre résultat saillant, confirmant d'autres enquêtes<sup>7</sup>. Le collectif recourt à un large éventail d'actions : participation aux procédures administratives (conseils municipaux, enquêtes publiques), organisation d'événements festifs et symboliques, occupations de terrain, recours juridiques, contre-expertises naturalistes, voire actions plus transgressives. Cette pluralité apparaît comme une condition de l'efficacité, permettant de jouer sur plusieurs registres simultanément.

L'auteur analyse la façon dont le collectif articule légitimité et légalité. Les acteurs naviguent en permanence entre ces deux registres, cherchant tantôt à démontrer qu'ils sont du côté du droit et de l'intérêt général, tantôt à justifier des actions qui, bien que juridiquement contestables, apparaissent moralement légitimes. Cette tension traverse l'ensemble de la mobilisation et donne parfois lieu à des débats internes, notamment sur le recours à la violence ou au sabotage. Une militante revendique à l'inverse la « sur-obéissance civile ». L'auteur propose la notion de « réformisme radical » pour caractériser ce positionnement politique du collectif. Celui-ci ne se situe ni dans une opposition frontale et extérieure à l'État ni dans une

---

<sup>7</sup> Juliette Piketty-Moine et Gaëlle Ronsin, « Sociohistoire des "victoires" contre les infrastructures écocidaïres (France, 1970-2022) », *VertigO*, n°24, 2024.

simple intégration aux dispositifs institutionnels. Les acteurs contestent certaines décisions, s'opposent de toutes leurs forces en engageant parfois leurs corps face aux forces de l'ordre, tout en mobilisant les ressources du droit et des institutions, cultivant ainsi une culture démocratique hybride, mais vivante.

## **Défendre des terres agricoles sans agriculteurs ?**

Si l'ouvrage est riche et convaincant, il ouvre également plusieurs pistes de discussion critique. La première concerne la place relativement marginale des agriculteurs dans le récit. Alors même que l'objet du livre est la défense des terres agricoles, ceux-ci n'apparaissent qu'assez tardivement dans la mobilisation. Cette absence constitue une énigme sociologique que l'auteur éclaire seulement par des éléments d'explication géo-sociaux, notamment liés à la structure du foncier local. Dans le cas du Triangle de Gonesse, les propriétaires ne sont pas nécessairement des agriculteurs, mais souvent des acteurs économiques extérieurs, ce qui limite leur implication dans la défense des terres. Seul un céréalier, ni propriétaire ni même vraiment locataire des terres, s'associe à la lutte en prêtant un terrain. Cette configuration invite d'ailleurs à repenser la notion même d'« agriculture » dans ces espaces périurbains.

Une limite concerne le traitement des acteurs institutionnels, économiques et politiques. Des élus apparaissent à plusieurs reprises : municipalité « pro » centre commercial, rôle du PS local dans la mobilisation « pour l'aménagement », ou à l'inverse présence d'élus EELV ou PCF sur les rassemblements contre EuropaCity. Si leur rôle de relais est bien documenté, les tensions qu'ils peuvent susciter au sein du collectif sont relativement peu visibles. Dans d'autres contextes, la relation avec les élus peut constituer un enjeu central, source de redéfinitions stratégiques et aurait pu faire l'objet d'approfondissements.

Sur le plan méthodologique, le choix assumé d'un point de vue situé du côté des opposants limite l'accès aux logiques des aménageurs et des promoteurs. Lorsque ces derniers apparaissent – par exemple lors de conférences de presse ou la présence d'un communicant à une assemblée – l'analyse gagne en épaisseur. Ces moments montrent la complexité des réseaux d'acteurs impliqués dans le projet (promoteurs, investisseurs, communicants, institutions publiques), suggérant qu'une exploration plus systématique de ces mondes aménagistes reste à faire pour des enquêtes futures.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 17 avril 2026.